

grandes puissances devraient abandonner leurs colonies à l'Europe entière. « Cet abandon, disait-il, aurait grande valeur aux yeux des Suisses, des Italiens, des Grecs, des Bavares, des Prussiens, des Autrichiens et des Roumains ¹. » Avec M. Clémenceau, la plupart des chefs du parti radical, M. de Lanessan, M. Camille Pelletan, attaquaient âprement la politique de Jules Ferry; ils acceptaient, dans cette lutte, le concours des droites monarchistes, férues d'opposition quand même, parmi lesquelles faisait scandale Mgr Freppel, appuyant de son éloquence la reprise de l'expansion coloniale ². Plus encore que « la négation des principes de 89 », qu'ils voulaient voir dans toute politique coloniale, les radicaux français déplo- raient, dans l'affaire de Tunisie, une entreprise de nature à blesser le patriotisme italien; très désintéressés quand il s'agissait de la France, ils devenaient au contraire très ambitieux dès qu'ils s'agissait de l'Italie. Une sorte de philosophe humanitaire, très écouté alors dans les congrès de la paix et dans les loges maçonniques, Fauvety, consentait à ce que la France réprimât les ravages des Kroumirs, à la condition qu'elle faciliterait en suite l'établissement d'une colonie italienne en Tunisie ³.

Sans souci de ces extravagances, Jules Ferry continuait son œuvre, plus préoccupé des réalités pratiques que de la vaine fumée des doctrines

1. Cité par M. Georges Goyau, dans son livre si rempli d'idées et de documents : *L'Idée de Patrie et l'humanitarisme* p. 263, (Perrin 1902, in-12).

2. Cf. *Notre expansion coloniale et les partis politiques*, par *** dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 15 janvier 1903.

3. *Les Etats-Unis d'Europe* (6 avril et 7 mai 1881).